

## En France, le débat sur la sexualité des personnes handicapées relancé

« Il m'apparaît indispensable de rouvrir la réflexion sur l'assistance sexuelle des personnes handicapées ». La secrétaire d'État chargée du handicap, Sophie Cluzel, remet le sujet sur la table. Dans une lettre adressée samedi au Comité national d'éthique, la ministre veut remettre ce qu'elle appelle « la place de l'intime » au cœur des droits des personnes invalides. « Je suis très favorable à ce que l'on puisse accompagner la vie intime, affective et sexuelle des personnes handicapées », écrit-elle. Une lettre qui intervient alors que les associations font pression sur l'exécutif ces derniers jours. Emmanuel Macron doit annoncer des mesures mardi prochain, à l'occasion de la Conférence nationale pour le handicap. Les associations se disent déçues pour le moment des promesses de campagne du président. Elles attendent désormais des mesures concrètes. Jean-Paul Garcia est le président de la Fédération des Associations pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH), pour lui les personnes handicapées se retrouvent aujourd'hui « interdites de satisfaire leur désir ». Pourtant, il tient à rappeler qu'ils ont bien les mêmes besoins et les mêmes envies que les personnes valides. ▶ À lire aussi : Handicap et sexualité, le tabou à briser. Aujourd'hui, l'assistance sexuelle est toujours punie par la loi, une profession qui se voit assimilée à de la prostitution. Jean-Paul Garcia est donc satisfait que le débat soit relancé, mais il reste prudent. « Écoutez, moi je ne crois que ce que je vois. Les paroles, les paroles après il faut agir. Que la question soit posée dans les termes où elle est posée, c'est une bonne chose. Maintenant il ne faudrait pas que cela serve aussi à repousser le sujet aux calendes grecques ». Les conclusions du Comité national d'éthique n'arriveront pas avant plusieurs mois. En 2013, il avait rendu un avis défavorable sur le sujet. Le président de l'APAJH estime aujourd'hui que l'opinion publique est mieux préparée à accepter l'assistance sexuelle qu'il y a sept ans, le sujet reste pourtant toujours tabou en France, selon lui. ■

*par Rfi*

